



CHAPITRE 134

Loi concernant Les commissaires d'écoles protestants pour Pointe-Claire et Beaconsfield

[Sanctionnée le 31 janvier 1957]

Préambule.

ATTENDU que Les commissaires d'écoles protestants pour la municipalité de Pointe-Claire et de Beaconsfield, dans le comté Jacques-Cartier, ont, par leur pétition, représenté que les revenus sont insuffisants pour rencontrer les exigences de leur budget et qu'il est devenu nécessaire d'augmenter leurs revenus;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxe d'éducation autorisée.

1. Les commissaires d'écoles protestants pour la municipalité de Pointe-Claire et de Beaconsfield, dans le comté Jacques-Cartier, peuvent, par résolution, imposer et prélever en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale de un pour cent (1%), dite taxe d'éducation, de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 88 et ses amendements) sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconque, y compris le gaz et l'électricité utilisé pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone, vendus ou achetés, dans les limites actuelles de la

CHAPTER 134

An Act respecting The Protestant school commissioners for Pointe-Claire and Beaconsfield

[Assented to, the 31st of January, 1957]

Preamble.

WHEREAS The Protestant school commissioners for the municipality of Pointe-Claire and Beaconsfield, in the county of Jacques-Cartier, have, by their petition, represented that the revenues are insufficient to meet the requirements of their budget and it has become necessary to increase their revenues;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Education tax authorized.

1. The Protestant school commissioners for the municipality of Pointe-Claire and Beaconsfield, in the county of Jacques-Cartier, may, by resolution, impose and levy, in addition to any other tax, a special tax of one per cent (1%), called education tax, of the same kind and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 88 and its amendments) on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service, sold or purchased, within the present limits of the town of Beaconsfield and of the parish of Pointe-

ville de Beaconsfield et de la paroisse de Pointe-Claire ou dans tout autre territoire qui pourrait être annexé par lesdits commissaires.

Claire or any other territory which may be annexed by the said commissioners.

Prélèvement, etc.

2. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes exemptions et les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu de l'article 4 dudit chapitre 88 des Statuts refondus de 1941 et ses amendements.

2. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same exemptions and the same sanctions as the tax levied under section 4 of the said chapter 88 of the Revised Statutes of 1941 and its amendments.

Conventions.

3. Les commissaires d'écoles protestants sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

3. The Protestant school commissioners are authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Stipulations.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles protestants d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements).

Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the Protestant school commissioners shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments).

Droits transférés.

Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits des commissaires d'écoles protestants concernant la perception de la taxe d'éducation et les poursuites pour infraction à la présente loi.

Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the Protestant school commissioners respecting the collection of the education tax and proceedings for infringement of this act.

Dispositions applicables.

4. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail), est déclaré applicable à la taxe d'éducation imposée par les commissaires d'écoles protestants en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

4. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act), is declared applicable to the education tax imposed by the Protestant school commissioners under this act, *mutatis mutandis*.

Partage.

5. Le revenu annuel provenant de ladite taxe sera partagé entre Les commissaires d'écoles protestants pour Pointe-Claire et Beaconsfield, dans le comté Jacques-Cartier, les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire catholique de Beaconsfield et de la paroisse de Pointe-Claire en proportion du nombre des enfants de chacune des dénominations religieuses, catholique romaine et protestante, respectivement, résidant dans le territoire commun à chacune des corporations scolaires concernées, tel que déterminé par le

5. The annual revenue derived from the said tax shall be shared between The Protestant school commissioners for Pointe-Claire and Beaconsfield, in the county of Jacques-Cartier, the school commissioners for the catholic school commission of Beaconsfield and of the parish of Pointe-Claire in the proportion of the number of children of each religious denomination, Roman Catholic and Protestant, respectively, residing in the territory common to each of the school corporations concerned, such as fixed by the census

recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'Instruction publique. En cas de divergence d'opinion à ce sujet, c'est le surintendant de l'Instruction publique qui décidera en dernier ressort.

provided for in section 285 of the Education Act. In case of differences of opinion in this respect the Superintendent of Education shall decide in the last resort.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.